



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 21 NOVEMBRE 2018

MONUSCO :

La Représentante spéciale du Secrétaire général, au nom de la MONUSCO, rends hommage aux soldats tombés la semaine dernière lors d'opérations conjointes lancées par les FARDC et la MONUSCO contre les ADF.

Six Casques bleus malawites et un Casque bleu tanzanien ont été tués et douze autres blessés. On déplore également des pertes et des blessés dans les rangs des Forces armées congolaises.

La Représentante spéciale du Secrétaire général présente ses sincères condoléances aux familles des Casques bleus et des FARDC qui ont perdu la vie ainsi qu'aux Gouvernements de la République démocratique du Congo, de la République du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie.

Elle salue le sens du service et du sacrifice dont ont fait preuve les soldats engagés dans ces opérations qui ont pour objectif de mettre un terme aux atrocités commises par les ADF et, en conséquence, de rétablir la paix et la stabilité dans la région de Beni afin que la population civile du Nord-Kivu puisse jouir d'un futur à l'abri de la peur.

Concernant la poursuite de la mise en œuvre du calendrier électoral, la campagne officielle pour les élections présidentielle et législatives sera lancée demain.

Dans une session du Conseil de sécurité consacrée à la République démocratique du Congo la semaine dernière à New York, la Représentante spéciale du Secrétaire général a indiqué avoir observé que toutes les parties prenantes restaient résolument engagées dans le processus électoral en dépit de la persistance de divergences portant notamment sur l'usage de la machine à voter et la fiabilité du fichier électoral.

Elle a insisté sur la nécessité de faire preuve de tolérance et d'être porté par un élan patriotique afin de trouver un consensus sur ces divergences pour ne pas rater l'opportunité de faire des élections du 23 décembre un véritable succès.

Leila Zerrougui a rappelé que, dans le cadre de ses bons offices, elle effectuait un plaidoyer auprès des autorités congolaises pour le respect des libertés d'expression et de manifestation, qui sont les prérequis à l'instauration d'un débat démocratique.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Des élections acceptées par le plus grand nombre de Congolaises et de Congolais marqueront un tournant majeur dans l'histoire de la République démocratique du Congo en contribuant au renforcement des institutions et à la consolidation de la paix et des acquis démocratiques et au développement durable du pays.

A Kananga, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a organisé, le 14 novembre, une table ronde pour un dialogue constructif en période électorale.

La séance a réuni une soixantaine de participants issus de différents acteurs des organisations de la société civile, des ONG de droits de l'homme et des autorités publiques dont la PNC et les FARDC sur leurs rôles respectifs dans la promotion des droits et des libertés pour un processus électoral apaisé.

Cette activité visait, selon le BCNUDH, la création d'un cadre d'expression des attentes et de dialogue entre les organisations de défense des droits humains et les autorités publiques sur le rôle neutre, apolitique et pacifique des défenseurs des droits humains et sur la responsabilité de ces derniers de s'engager dans un dialogue constructif et celui des autorités de respecter leurs actions.

En effet, la crise politique accentuée par la persistance de l'activisme des présumés miliciens de Kamuina Nsapu dans la province du Kasai Central ainsi que la restriction de l'espace démocratique et les entraves aux droits politiques et libertés publiques que cela comporte, notamment l'arrêt du maire de Kananga le 23 novembre 2017 interdisant toute manifestation publique sur l'étendue de la ville jusqu'à nouvel ordre constituent des défis majeurs de droits humains dans la province du Kasai Central durant le processus électoral en cours en RDC.

Selon Jean-René Tshimanga, le président provincial de la société civile, l'un des participants à la table ronde, « nous avons effectivement besoin d'un dialogue qui va nous permettre d'arrêter certains mécanismes pour pouvoir aller aux élections et atterrir en douceur. »

Dans le territoire de Kalemie, la MONUSCO, à travers, sa section de l'Information publique, a apporté son appui à l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC)-Tanganyika en organisant, le jeudi 15 novembre, une matinée avec la presse locale pour une gestion professionnelle de l'information en période électorale.

L'activité a réuni une trentaine de participants dont une dizaine de femmes avec l'objectif de renforcer les capacités des hommes de médias en vue de prévenir des dérapages au cours de la période d'avant, pendant et après les échéances électorales.

Deux thèmes ont retenu l'attention des participants, à savoir : Ethique et déontologie du journalisme et Droits et devoirs des médias pendant la période électorale. Des thèmes qui ont été clôturés par une séance d'échange d'expériences entre les hommes de médias.

La matinée avec la presse locale a bénéficié d'un appui à la fois du Bureau conjoint des droits de l'homme de la MONUSCO et du service de Communication du Tanganyika.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Grâce à l'appui technique et financier de la section de l'Information publique de la MONUSCO-Beni, l'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC), Beni-Butembo-Lubero a organisé hier mardi 20 novembre 2018, une formation sur la responsabilité du journaliste en période électorale simultanément à Beni et à Butembo.

Ce sont au total 90 journalistes (40 à Beni et 50 à Butembo) qui ont partagé leurs expériences, encadrés par des experts en communication électorale, avec les contributions des sections électorale et des droits de l'homme de la MONUSCO. Objectif affiché : apporter leur contribution pour un aboutissement heureux de ce processus électoral, étape cruciale dans l'histoire de la RDC.

Equipe de pays :

Mise à jour de la situation des retournés d'Angola

362 097, c'est le chiffre officiel des ressortissants congolais retournés de l'Angola. Ces données validées par la Direction générale des migrations font état de 288 940 retournés volontaires et 73 157 expulsés entre le 1^{er} octobre et le 15 novembre. Ces retournés ont été accueillis dans 4 provinces de la RDC, à savoir le Kasai, le Kasai Central, le Kongo Central et le Kwango.

Il est probable que ces données ne reflètent pas encore totalement l'ampleur de l'afflux de la période la plus récente. Certaines structures rapportent des données encore plus importantes des arrivées de l'Angola vers les provinces du Kasai, du Kasai Central, du Kwango, du Kongo Central, de Lualaba et de Lomami entre le 1^{er} octobre et le 10 novembre 2018.

La réponse humanitaire s'organise progressivement et les efforts conjoints de plusieurs partenaires sont en cours pour la fourniture d'une première assistance d'urgence aux retournés, aux populations qui les accueillent, ainsi que pour le profilage, en étroite collaboration avec les autorités locales. Les acteurs humanitaires se déploient à travers les différents points d'entrée des provinces affectées pour identifier les besoins et apporter l'assistance de première urgence.

La stratégie de réponse a été finalisée au niveau du Comité régional inter-organisation de Kananga après les contributions de l'inter-cluster national. Elle a été présentée et discutée au niveau de l'Equipe humanitaire pays. Son objectif est de contribuer à l'accueil sur le sol congolais des personnes expulsées et retournées de la République d'Angola, ainsi qu'au désengorgement des zones frontalières d'accueil, tout en assurant une assistance dans les zones de retour.

On compte plus de 19 acteurs humanitaires opérationnels déjà mobilisés, actifs dans les secteurs des articles ménagers essentiel, de l'éducation, de l'eau hygiène et assainissement, de la protection, de santé, de nutrition et de sécurité alimentaire, principalement à Kamako dans la province du Kasai. Plus de 50 000 personnes ont été atteintes par des activités de première urgence au 12 novembre, notamment à travers les distributions de vivres aux frontières et dans les centres de santé, l'accès à l'eau potable grâce aux sources d'eau aménagées, les soins de santé primaires et référencement, le traitement de la malnutrition aigüe sévère et la distribution d'assistance

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

monétaire à usages multiples pour les ménages vulnérables et familles hôtes à Kamako, Kamonia et au niveau des postes frontaliers.

20 novembre : Journée mondiale de l'enfance

Au cœur de la célébration, l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants de la RDC

Chaque 20 novembre, la communauté internationale célèbre la Journée mondiale de l'enfance. Cette année, la journée est portée sur l'accès à une éducation de qualité pour tous. En République démocratique du Congo (RDC), le Ministère du Genre, Enfant et Famille et l'UNICEF mettent sur pied plusieurs initiatives pour donner la parole aux enfants et aux adolescents afin de leur offrir l'opportunité de contribuer à l'édification d'un pays dans lequel chaque enfant soit scolarisé, à l'abri des dangers et à même de réaliser son potentiel.

Le thème national de la Journée mondiale de l'enfance est « Education et enfants en dehors de l'école ». La RDC a fait des progrès considérables durant les dernières décennies en termes d'accès des enfants à l'éducation. Le taux d'achèvement au niveau du primaire a considérablement augmenté, passant de 29 % en 2002, à 70 % en 2014. Pourtant, il reste l'un des pays avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Des efforts restent à fournir afin de garantir l'accès à l'éducation de qualité pour chaque enfant.

Le 20 novembre, en plus d'une cérémonie organisée par la Ministre du Genre, Enfant et Famille, Chantal Safu Lopusa, des enfants et adolescents ont pris les commandes en accompagnant divers décideurs à travers le pays dans leurs tâches et prises de décisions quotidiennes. L'objectif est de donner aux enfants une tribune où exprimer pleinement leurs préoccupations et de faire comprendre aux adultes qu'ils sont appelés à écouter leur opinion. Des enfants ont également participé et coanimé des émissions de radio et de télévision à travers le pays.

Cette année, l'UNICEF a également lancé le 20 novembre, sa campagne « En bleu pour chaque enfant », un appel à l'action mondiale en faveur des enfants. Il s'agira d'établir une trame visuelle reliant l'ensemble des activités lancées ce jour-là, afin de soutenir la cause des enfants et d'amplifier leur voix.

Tous les jours, des enfants en RDC sont privés de leurs droits à l'éducation. L'UNICEF et le Ministère du Genre lancent un appel à tous les partenaires afin d'investir dans l'avenir de la RDC en donnant à chaque enfant la possibilité d'exprimer ses opinions sur les questions le concernant et de bénéficier d'une éducation de qualité dans un environnement sûr, de façon qu'il puisse réaliser pleinement son potentiel.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Situation militaire :

(Par le Commandant Nabil CHERKAOUI, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Les principales informations sur la situation sécuritaire de ces dernières semaines ont été marquées par la préparation et la conduite d'une opération offensive d'envergure conduite conjointement avec les FARDC dans la stricte application du mandat qui nous est confié.

En Ituri, la Force onusienne poursuit, de jour et de nuit, ses activités militaires destinées à protéger les civils, neutraliser les éléments des groupes armés actifs dans la zone et à prévenir le développement de la violence. C'est dans ce contexte que plusieurs opérations sont conduites, en l'occurrence l'opération "**Stabilité pour Djungo**" et l'opération "**Pigeon Blanc**" en conduisant des patrouilles de longues portées permettant l'interaction avec la population et les autorités locales.

Sur le territoire du Nord-Kivu, la situation reste tendue, instable et imprévisible. En effet, pendant la nuit du 10 au 11 novembre 2018, le groupe armé Mayi-Mayi Mazembe a attaqué le camp des Forces armées de la République démocratique du Congo à Vahanga (45 km au nord-ouest de Lubero). Après une brève résistance de la part des FARDC, une patrouille onusienne s'est dépêchée immédiatement sur les lieux pour porter assistance aux éléments des FARDC et prévoir toute attente à la population civile.

Sur le territoire de Beni, comme vous le savez, la situation sécuritaire demeure délicate. La porte-parole de la Mission a commencé son propos à ce sujet. En plus des patrouilles intensives conduites, de jour et de nuit, par la Force de la MONUSCO visant à protéger les civils et à prévenir la violence, celle-ci, conjointement avec l'armée de la République démocratique du Congo (FARDC), a conduit le 13 novembre 2018 une opération offensive contre les Forces Démocratiques Alliées (ADF). Cette opération avait pour but d'interrompre les activités de ce groupe armé. Malheureusement, six (06) Casques bleus malawites et un (01) Casque bleu tanzanien ont été tués et douze autres soldats blessés qui subissent les soins nécessaires aux différents hôpitaux militaires de la MONUSCO. De même, des soldats des FARDC ont été tués et blessés au cours de cette opération.

Simultanément, la Force de la MONUSCO continue de contribuer à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni par la sécurisation des stationnements et déplacements des équipes de l'OMS et de leurs partenaires jour et nuit dans la région de Mavivi et de Beni.

Face à cette situation, la Force de la MONUSCO s'engage à poursuivre ses actions sur le terrain dans le cadre de son partenariat avec le Gouvernement et conformément à son mandat, pour faire face à la menace que font subir l'ADF et d'autres groupes armés aux populations civiles.

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes qui proviennent de l'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais et d'informatique pour les civils et de fournir l'eau potable aux

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

populations dépourvues. A cet effet, chaque jour, le bataillon uruguayen fournit de l'eau potable à plusieurs orphelinats tels que **Happy Children**, **Children Voice** et **Tuluizeni Amour** à Goma. Parallèlement, des équipes médicales sont déployées pour fournir les soins et apporter l'assistance aux populations civiles.

De plus, le 12 novembre 2018, on a assisté à l'inauguration de la route de **Bogoro-Aveba** par le Vice-gouverneur de la province d'Ituri, **M. Pacifique Keta** à l'issue de sa réhabilitation par la compagnie de génie de la Force de la MONUSCO.

Enfin, malgré la continuité des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, au cours du mois de novembre, 71 éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, 46 enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la charge du département **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En conclusion et conformément à son mandat, la Force de la MONUSCO poursuivra, quelles que soient les conditions, ses missions de protection de la population civile de manière impartiale et rigoureuse ainsi que les opérations de neutralisation des groupes armés qui menacent la sécurité des civils ou de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13